

CHANGEMENT CLIMATIQUE, LA RÉPONSE AUX ENTREPRISES

L'URGENCE CLIMATIQUE COMME SOURCE D'OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES

Par Jeanne Simon

Attachée aux Affaires Globales de l'Ambassade de France

L'ARGENTINE ET LA COP 21: EN VUE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Par Carlos González Guerrico

Cabinet Cassagne – Associé en charge du Service de Droit de l'Environnement et Durabilité

LE DÉFI MONDIAL DU XXIÈ SIÈCLE

Par Jean-Philippe Boulanger

Président d'Ecoclimasol

Expert en climatologie et co-auteur du 5è Rapport du GIEC

STRATÉGIES ENTREPRENEURIALES FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Par Francisco Ocampo, Senior Manager chez Ernst & Young

UN BILAN ET UN CAFÉ

Par Sol Oromí

CAS: ALSTOM, DANONE, TOTAL, PERNOD RICARD, PSA PEUGEOT CITROËN, BANQUE GALICIA, SOFRECOM

Les leaders du monde ont commencé le débat sur la contention du réchauffement climatique dans le cadre du Sommet contre le Changement Climatique COP 21. Les équipes de fonctionnaires de chaque pays qui négocie ont travaillé sur un document final qui demande l'engagement de tous. Les ONG et la société civile ont profité de la rencontre à Paris pour se réunir, diffuser leurs opinions et faire pression sur les dirigeants et fonctionnaires. Mais celui qui a présenté la première grande alliance signée dans le cadre du Sommet fut l'entrepreneur Bill Gates : il a annoncé son projet Breakthrough Energy Coalition, une alliance d'investisseurs du monde entier pour destiner près de 2000 millions de dollars à la production d'énergie propre. Au projet se joindront quelques 28 CEO, entre lesquels celui de Facebook, Marc Zuckerberg ; celle de HP, Meg Whitman et le président exécutif de Virgin, Richard Branson. « Les entreprises ont démontré être chaque fois plus sensibilisées par cette question, aussi bien parce que leurs cadres ont des convictions (...) que parce que la croissance verte suppose, aussi, une bonne affaire. Ceux qui resteront en dehors de ce sujet peuvent finir par avoir de grandes difficultés », a affirmé Laurent Fabius, ministre des Affaires Etrangères de France. En présentant ce dossier, la CCIFA cherche à sensibiliser les entreprises à la question du climat ainsi qu'à contribuer à ce qu'elles établissent des stratégies de développement durable et prennent des décisions drastiques et innovantes. Nous accompagnons la réflexion par des exemples de politiques environnementales appliquées par des membres de notre Chambre.

L'URGENCE CLIMATIQUE

COMME SOURCE D'OPPORTUNITÉS

LE SEUL MOYEN POUR RÉSOUDRE LE PROBLÈME ENVIRONNEMENTAL EST ENTRE LES MAINS DE TOUS: ENTREPRISES, COMMUNAUTÉS, ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LES GOUVERNEMENTS DE CHAQUE PAYS, UNIS PAR UN EFFORT COMMUN.



PAR JEANNE SIMON
*Attachée aux Affaires
Globales à l'Ambassade
de France*



Notre maison brûle mais nous regardons ailleurs. Cette phrase dans le discours du Président Jacques Chirac en 2002 pendant le Sommet de la Terre à Johannesburg, critiquait le manque d'engagement politique face au défi climatique. Aujourd'hui on sent une grande prise de conscience, autant scientifique que civique, par rapport au besoin d'agir pour limiter le réchauffement global.

Dans son dernier rapport de 2014, le Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le changement climatique (GIEC/IPCC) a confirmé le consensus croissant de la communauté scientifique sur le changement climatique qui existe, qui nuit à la planète et qui est provoqué par l'homme. Les enquêtes d'opinion comme l'étude récente de la Fondation Pew Research, montrent l'augmentation du souci des citoyens face au changement climatique, particulièrement dans les pays latinoaméricains.

Dans ce contexte, la **COP21 à Paris en 2015 tient le rôle d'un test de volonté politique globale face à l'urgence climatique.**

Le sentiment généralisé est qu'elle représente la dernière chance d'agir: après la décision de 2009 à Copenhague, lorsque l'intention a été d'arriver à un accord climatique global, on n'a jamais été aussi proche d'un consensus mondial. Les contributions nationales de plus de 160 pays illustrent déjà l'engagement de presque tous ; les grands émetteurs, spécialement, cherchent un résultat – avec la Chine et les USA en tête – en plus de l'engagement permanent de l'Union Européenne, spécialement la France, à ce sujet.

Certainement, le suspens sera présent jusqu'au dernier moment. Une réunion de ministres, informelle, la «pre-COP», a été tenue du 8 au 10 novembre à Paris avec 68 pays, l'Argentine incluse ; le sommet du G20 récemment réalisé en Turquie, a abordé le sujet également. Le premier jour de la COP21, le lundi 30 novembre, malgré le danger terroriste, les Chefs d'Etat et des Gouvernements du monde entier se retrouvèrent à Paris pour donner l'élan final aux négociateurs.

LES QUATRE AXES

Suite aux attentats dramatiques du 13 novembre à Paris, la France a réaffirmé sa volonté, en tant que pays hôte et président de la COP21, d'obtenir la réussite du sommet conformément à ses valeurs. Pour l'atteindre, et avec un esprit d'écoute globale, elle a préparé la proposition «Alliance de Paris avec le climat», comprenant quatre objectifs :

1) Un accord global universel, contraignant, ambitieux et durable pour limiter le réchauffement global à 2° centigrades, par rapport à l'ère pré-industrielle. Ceci implique de laisser sous terre le 80 % des réserves mondiales connues comme combustibles fossiles;

2) Contributions des pays membres de la Convention Cadre des Nations Unies pour le Changement climatique (UNFCCC). Telle mobilisation internationale, sans précédent, est déjà un résultat majeur.

3) Un financement suffisant pour proposer des schémas de croissance durable avec peu d'émissions de gaz à effet de serre, spécialement dans les pays en développement. En premier lieu, les pays développés doivent respecter leurs promesses de destiner jusqu'à USD 100 mil millions par an à partir de 2020, de sources publiques et privées, bilatérales ou multilatérales, en faveur des pays en développement pour atténuer le changement climatique et leur permettre de s'adapter aux impacts adverses. Une partie importante devrait passer par le Fonds Vert du Climat (Green Climate Fund) qui, avec une capitalisation initiale de USD 10,3 mille millions proposés fin 2014, a pu financer les 8 premiers projets de leur dernière réunion du 6 novembre dernier au Zambie. Réorienter les flux financiers pour qu'ils soutiennent dans tout le monde des schémas de croissance engendrant des taux faibles d'émissions de gaz à effet de serre, est l'autre grand défi et une tâche à long terme.

4) Le développement des solutions offertes par des acteurs non étatiques pour atteindre la bonne onde climatique.

Pourquoi ce 4^e axe de travail? Parce que l'urgence climatique a besoin de l'engagement de tous. Parce que les entreprises (investisseurs inclus), les communautés locales et autres acteurs de la société civile innovent déjà et expérimentent des solutions rentables pour protéger l'environnement, avant les politiques nationales qui sont, par définition, prudentes. La France veut procurer une place et une voix aux entreprises dans le futur accord de Paris. Déjà en septembre 2014 le rapport Stern-Calderón sur la «nouvelle économie du climat» a souligné les avantages économiques de l'action climatique. Plus tard, ce furent la France, le Pérou, le Secrétariat de la Convention-Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique et le Secrétaire général des Nations Unies qui ont lancé le Plan d'Action de Lima-Paris (Lima-Paris Action Agenda) en décembre 2014, pendant la COP20 de Lima. Ce plan propose de communiquer amplement ces opportunités privées et coopératives, par divers moyens :

- Les entreprises peuvent partager leurs contributions, à titre individuel ou collectif, sur une plateforme web «NAZCA» ou réunir des initiatives coopératives et internationales sectoriales (comme l'ini-

Les entreprises peuvent partager leurs contributions, à titre individuel ou collectif, sur une plateforme web «NAZCA».

ciative «En.lighten» pour l'efficacité énergétique ou le programme de recherche «4 par mille – Sols pour la sécurité alimentaire, l'adaptation face au changement climatique et la réduction d'émissions de gaz à effet de serre» pour l'efficacité agricole et forestière);

- Des réunions de haut niveau étaient prévues début décembre dans la zone de négociations de la COP21, pour traiter des thèmes emblématiques comme l'énergie, agriculture, transport et villes. Le plat fort ? Le «jour pour l'Action»: samedi 5 décembre 2015. Les entreprises ont pu aussi profiter de la COP21 pour faire des rencontres professionnelles à l'endroit même où siégeait la Conférence, ou au salon «Solutions COP21» de manifestations pour le grand public, développé dans l'impressionnante «Nef» du Grand Palais à Paris.

L'Argentine a toujours été un pays d'opportunités pour les innovateurs et chercheurs. Grâce à ses immenses richesses naturelles, elle a sous la main différents schémas de croissance. Elle se caractérise par des défis, particulièrement dans des villes et des zones isolées, mais aussi par un grand potentiel d'énergies alternatives et durables telles que la biomasse et les énergies éolienne et solaire.

NOUVEAU POINT DE DÉPART POUR SOIGNER «NOTRE MAISON COMMUNE»?

A Paris le but a été d'augmenter l'ambition collective, dès maintenant et jusqu'à l'entrée en vigueur de l'accord en 2020. L'objectif a été d'animer une dynamique de développement durable équilibré entre ses trois piliers: croissance économique, inclusion sociale et protection de l'environnement pour le bien des générations futures, en plus de reconnaître le rôle des entités non étatiques. L'objectif est d'arriver à un accord fondé sur la science, dynamique et durable dans le long terme grâce à un mécanisme régulier de révision de l'ambition climatique collective – tous les 5 ans, par exemple, à partir de 2020 – en accord avec l'impératif des 2 degrés centigrades. Dans ce sens, nous espérons que le sommet de Paris sera un point d'inflexion, d'un nouveau départ pour contribuer à la protection de «la maison commune» à laquelle faisait allusion l'encyclique «Laudato Si» du Pape François, entre d'autres personnalités de la conscience globale.



Aide aux inondations de la Province de Buenos Aires.
Source: Armée Argentine.

L'ARGENTINE ET LA COP 21: LE DÉVELOPPEMENT DURABLE A L'HONNEUR

DANS LE CONTEXTE GLOBAL, ME GONZÁLEZ GUERRICO FAIT LE POINT SUR LE PROGRÈS DE L'ARGENTINE EN MATIÈRE DE LÉGISLATION DE L'ENVIRONNEMENT ET UNE ANALYSE DE SA PROPOSITION DANS LE MARC DE LA RENCONTRE A PARIS.



PAR ME. CARLOS GONZÁLEZ
GUERRICO

*Cabinet Cassagne - Associé
en charge du Service de
Droit de l'Environnement et
Développement Durable*

Cette année a été très active pour ceux qui croient que la durabilité est la base du développement global. L'ONU, à travers le Pacte Global, vient juste de définir le nouvel agenda du développement durable et les objectifs qui doivent être atteints en 2030. Selon les rapports de cet organisme, le modèle actuel de développement global est insoutenable et pour atteindre la durabilité il faut transformer l'économie globale.

Le carismatique Pape François l'a exprimé aussi dans sa dernière encyclique «Laudato Si» (Loué soit), où il incite à une «conversion écologique», à «prendre soin de la maison commune» et à chercher «d'autres modes d'envisager l'économie et le progrès». Ce document est un instrument écologique puissant qui a fortement répercuté dans la communauté globale au-delà des crédos et appelle sérieusement au réveil, à l'union de tous et à l'action pour éviter l'effondrement. Il est urgent d'adopter une philosophie qui procure réorienter le sens de la vie, la perception des choses, la nature, la manière de traiter ceux qui habitent sur la Terre, autant les hommes que les animaux et le capital naturel. La protection de la planète nous oblige à un changement de paradigmes où le développement est guidé par la durabilité.

ET CHEZ NOUS, QUE SE PASSE-T-IL?

L'Argentine, en ratifiant en 1994 la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CMNUCC) à travers la loi 24.295, a assumé une série d'obligations. Entre elle, celle d'informer ses inventaires nationaux d'émissions de gaz à l'effet de serre (GEI), ses programmes nationaux décrivant les mesures adoptées ou à être adoptées pour respecter la CMNUCC, ainsi que toute autre information importante pour réussir l'objectif de la Convention en question. Tout se résume à l'élaboration et présentation d'une communication nationale, comme établi par les articles 4 et 12 de la CMNUCC.

Le gouvernement argentin a présenté sa première Communication en 1997, une version revue de celle-ci en 1999 et la Seconde Communication Nationale en 2007. Le Secrétariat à l'Environnement et au Développement Durable (SAyDS selon son sigle en espagnol), à travers la Direction du Changement Climatique, a développé aussi le processus pour élaborer la Troisième Communication Nationale sur le Changement Climatique (TCNCC).

Y ont travaillé plus de 100 experts de la SAyDS, qui ont présenté les études d'adaptation, impact, atténuation et l'inventaire de gaz à effet de serre, en vue du sommet mondial COP21. L'étude se trouve disponible sur le site web du Secrétariat et comprend une base de données sur le climat qui inclut des coordonnées observées et simulées par des modèles aux différentes variables climatiques sur l'Argentine pour le climat présent et futur.

L'Argentine, en ratifiant en 1994 la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CMNUCC) à travers la loi 24.295, a assumé une série d'obligations.

Les premiers résultats de la TCNCC permettent d'observer que l'augmentation de la température moyenne dans les derniers 50 ans a été plus forte en Patagonie, en dépassant dans certaines zones 1°C. Ceci peut être constaté en regardant le recul des glaciers de cette région. Selon l'étude réalisée par le Centre de Recherches de la mer et l'atmosphère (CIMA de par son sigle en espagnol), dans la plupart des régions de l'Argentine non patagonique, il y a eu une augmentation de température de jusqu'à 0,5 °C. Cette augmentation a été inférieure à la moyenne globale, ce qui s'explique par les conditions principalement océaniques de l'hémisphère Sud. Toutefois, les experts signalent que ceci pourrait s'expliquer parce que les changements de température dans le sud de l'Amérique du Sud obéissent au réchauffement global et aussi à des processus internes du système climatique comme des changements dans la circulation atmosphérique.

L'ARGENTINE DANS LE RANKING DES ÉMETTEURS

Pendant l'antérieure COP20 de Lima, les principes d'universalité ont été accordés: tous les pays -industrialisés ou non- devront présenter leurs contributions et le principe de non-recul de celles-ci (les pays doivent présenter des contributions plus ambitieuses que celles déjà présentées). Ainsi, tous les pays devront présenter pendant 2015 leurs contributions – appelées INDC de par le sigle en anglais: Intended Nationally Determined Contributions- qui seront obligatoires en termes d'atténuation pour la réduction des GEI. L'évaluation est vitale pour déterminer si la somme de toutes les INDC est suffisamment ambitieuse pour faire face au réchauffe-

ment global. Si toutefois l'Argentine est un petit émetteur de GEI si on la compare en termes absolus aux plus grands émetteurs de la planète (le 1 % du total mondial), la situation doit être analysée en observant ce qui arrive globalement. Notre pays occupe la place 21 dans le classement des émissions globales, à peine en dessous des pays comme la France ou l'Italie. Quand on mesure les émissions per capita, qui est une façon d'évaluer l'équité entre les différents habitants de la planète, les émissions de l'habitant moyen de l'Argentine (9,86) dépassent celles de l'Europe (8,66) et même celles du Brésil, Mexique, Japon ou Inde. Ceci met en évidence que la contribution argentine est importante, puisqu'elle se situe entre les principaux émetteurs d'un total de 195 pas membres de la Convention. En matière d'émissions per capita nous avons une valeur très élevée parmi les pays en voie de développement.

L'Argentine, qui a déjà présenté en septembre 2015, ses INDC, propose un objectif très modeste –le 15 %- de réduction en émissions de GEI en 2030 par rapport aux émissions projetées dans son BAU (Business as Usual) pour la même année. Le but inclut, entre autres, des actions liées à la promotion de la gestion durable des forêts, l'efficacité énergétique, les biocarburants, l'énergie nucléaire, les énergies renouvelables et le changement des moyens de transport. Les critères pour la sélection des actions ont inclus le potentiel pour réduire/capter les émissions de GEI et les co-bénéfices associés, ainsi que la possibilité d'appliquer des technologies développées dans la nation. L'Argentine pourrait atteindre une plus grande réduction si les conditions suivantes avaient lieu: a) financement international adéquat et prévisible; b) appui au transfert, innovation et développement des technologies; c) appui à la création de capacités.

Notre pays propose un objectif très modeste –le 15 %- de réduction en émissions de GEI en 2030.

Dans ce cas, la réduction de ses émissions pourrait atteindre un 30%. L'objectif contemple autant l'augmentation de la portée des mesures en cours que la mise en place de nouvelles mesures. De toute façon la contribution de notre pays à l'atténuation de cette crise est réellement insuffisante. Espérons que le prochain gouvernement prenne une plus grande conscience du danger global qui nous guette et, par conséquent, revoie sa position et conduise notre développement vers la durabilité, unique voie possible pour que nos enfants puissent jouir d'un pays et d'un monde meilleurs.

SOURCE DE L'INFORMATION ET CITATIONS

Page web du Secrétariat à l'environnement et développement durable (SAyDS): <http://www.ambiente.gov.ar/?idseccion=356>

LE DÉFI MONDIAL DU XXI^È SIÈCLE

LE CLIMAT DE LA TERRE EST UN SYSTÈME COMPLEXE QUI VARIE CONSTAMMENT ET QUI N'EST PAS FACILE À PRÉVOIR. CEPENDANT, DE GRANDS ÉQUILIBRES EXISTENT ET NOUS AIDENT À COMPRENDRE LES PRINCIPAUX DÉFIS PAR RAPPORT AU CLIMAT AU COURS DU XXI^È SIÈCLE.



PAR ME. JEAN-PHILIPPE BOULANGER
*Président d'ECOCLIMASOL
Expert en climatologie et co-
auteur du 5^e Rapport du GIEC.*

ATMOSPHÈRE, GAZ À EFFET DE SERRE ET TEMPÉRATURE

Tout d'abord, la température moyenne de la surface de la terre est autour des 15° C, mais sans la présence de l'atmosphère, celle-ci serait de -17°C. La présence de gaz – appelés « à effet de serre » parce qu'ils maintiennent dans l'atmosphère une partie de la radiation reçue par la terre – favorise un équilibre avec une température plus élevée, ce qui a permis le développement de la vie telle que nous la connaissons. Au cours de l'histoire, la température de la terre a oscillé de manière considérable, avec une variation simultanée de la concentration de gaz à effet de serre tel que le dioxyde de carbone (gas carbonique). Chaque fois que ces concentrations ont augmenté, l'activité photosynthétique des plantes a agi comme un système de captation du carbone, qui ensuite a été enterré et a fini par se transformer en pétrole et gaz, carburants fossiles.

UNE PRISE DE CONSCIENCE MONDIALE

La révolution industrielle, amplifiée par la découverte du pétrole et sa grande efficacité énergétique, a entraîné une forte croissance



Photo: Michael Studinger. Source: NASA.

mondiale au cours des derniers 200 ans. L'extraction et l'utilisation de combustibles fossiles, auxquelles s'ajoutent le déboisement et autres activités humaines telles que l'agriculture, ont provoqué une augmentation continue de la concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

Depuis les années 70, la communauté scientifique a averti des dangers du réchauffement global : à partir de cette date le monde a commencé à prendre conscience de la situation. Aujourd'hui, l'idée que les activités humaines affectent le climat de la terre est acceptée et que, par conséquent, la variation observée n'est pas seulement naturelle mais aussi d'origine anthropologique. Dans son premier rapport, le GIEC (Groupe Intergouvernemental d'Experts sur le Changement Climatique) indique que l'analyse des données climatiques historiques permet d'identifier les premiers effets – tendances et événements extrêmes – associés à l'activité humaine et l'augmentation de la concentration de gaz à effet de serre.

LA COMMUNAUTÉ SCIENTIFIQUE EN ALERTE

Cette année, pendant la COP21, avait lieu à Paris, la Met office britannique et l'Organisation Météorologique Mondiale informaient que non seulement la température de la terre augmenterait en 2015 de plus de 1° C par rapport à celle enregistrée pendant la période pré-industrielle, mais aussi que la concentration de dioxyde de carbone atteindrait prochainement le seuil de 400 ppm., niveau jamais atteint auparavant depuis le pliocène, il y a des millions d'années. Au-delà de ces annonces qui confirment les alertes de la communauté scientifique, il est inquiétant de constater que la tendance à la concentration de tous les gaz à effet de serre s'accélère. Depuis le début des années 2000, la communauté scientifique a informé sur les risques de dépasser une augmentation moyenne de la température mondiale de 2°C. Ce seuil symbolique implique aussi le risque de voir le système climatique de la Terre (complexe et

non linéaire) rentrer dans une évolution inconnue qui termine par altérer les grands équilibres climatiques sur lesquels se base notre organisation autant au niveau régional que mondial. Face à ces tendances préoccupantes, il est vital de préparer les sociétés aux effets qui viendront et développer les stratégies d'adaptation nécessaires.

LES PROJECTIONS POUR L'ARGENTINE

L'Amérique du Sud est un des continents les plus vulnérables au climat. La pauvreté visible dans plusieurs pays de la région et la grande dépendance de leurs économies envers l'agriculture et les ressources hydrologiques, rendent urgent le besoin de chaque pays de réfléchir sur les stratégies à suivre pour réduire l'effet futur du changement climatique, et permettre que la société et les populations les plus vulnérables ne souffrent pas. La réalité nous enseigne que la plupart des pays sudaméricains ne sont pas adaptés au climat actuel. La corruption, le manque de formation (ou d'intérêt) de nombreux politiques et de populations peu informées et sensibilisées représentent un obstacle à l'incontournable prise de décisions. Dans le bassin du Paraná-Plata, les projections pour la fin du siècle suggèrent une augmentation des températures moyennes annuelles d'approximativement 3-4°C et une légère augmentation des précipitations. Dans la région des Andes, la grande priorité des scénarios futurs, indique une réduction importante des pluies dans une région déjà affectée par des conditions hydrologiques complexes. Au-delà des changements moyens, le principal effet

attendu est un changement de la fréquence et l'importance des événements extrêmes. Particulièrement dans la Pampa humide, le cœur agricole de l'Argentine, les scénarios montrent une plus grande fréquence de journées sèches et, en même temps, d'autres avec de fortes précipitations. Cependant, la vulnérabilité de la société et ses activités est liée avant tout aux événements extrêmes. Comment faire face à de tels changements si on prend en compte les incertitudes quant à l'ampleur de leurs tendances ? C'est cela le défi de notre siècle, autant pour les citoyens que pour les politiques.

L'EXPÉRIENCE COMME AXE DES STRATÉGIES D'ADAPTATION

L'adaptation est avant tout un processus continu. Les stratégies établies dans le but de s'adapter aux effets du changement climatique doivent être multiples et inclure de nombreux aspects, en incorporant des stratégies flexibles (assurances, organisation, planification, défense civile) qui permettent d'augmenter la résilience (capacité de reconstruction) et de diminuer les dommages ; et aussi des stratégies d'investissement à long terme en infrastructures de taille à prendre en compte l'incertitude sur le climat futur. Les méthodologies de construction de stratégies d'adaptation existent, l'expérience aussi est présente dans la plupart des pays de la région et il est évident qu'elle est très nécessaire.

Cependant, entreprendre le chemin de l'adaptation est un processus qui aujourd'hui dépend des politiques ; c'est-à-dire des citoyens qui les élisent.

STRATÉGIES DES ENTREPRISES

CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

L'ADOPTION DE POLITIQUES ENVIRONNEMENTALES AU NIVEAU INTERNE EST TRÈS POSITIVE POUR LES ENTREPRISES, AUSSI BIEN POUR DES RAISONS DE GESTION COMME POUR LEUR RELATION AVEC LA COMMUNAUTÉ OÙ ELLES DEVELOPPENT LEURS ACTIVITÉS.



PAR FRANCISCO OCAMPO
*Senior Manager
Ernst & Young*

Actuellement, le changement climatique est considéré dans l'agenda international comme l'un des thèmes primordiaux à affronter. Les conséquences chaque fois plus sévères des différents phénomènes qui se succèdent sur notre planète affectent plusieurs régions du monde de manière dévastatrice et entraîne un grand nombre de pertes humaines et économiques. Le sujet préoccupe, non seulement les leaders mondiaux mais aussi le monde des entreprises.

UNE CRISE, UNE OPPORTUNITÉ

Du point de vue des entrepreneurs il pourrait être tentant de considérer le changement climatique comme un thème dont il faudrait s'occuper seulement lorsque les règlements seraient mis en vigueur au niveau global ou local. Cependant, il s'agit de beaucoup plus que cela: c'est un thème d'affaires fondamental qui évoluera et continuera de croître en termes de visibilité et importance au cours des années, au-delà du résultat de la négociation à Paris. Pour chaque organisation, le changement climatique représente autant d'opportunités que de risques. Comprendre les implications de chacun des aspects et répondre de manière équilibrée et ambitieuse par la stratégie de la société sont les premiers pas critiques pour récolter les récompenses et créer un avantage compétitif. De nombreuses compagnies leaders dans le monde connaissent les bénéfices d'agir avec anticipation et c'est pour cela qu'elles ont profité des opportunités et assumé les risques au cours des dernières années, ce qui leur a permis d'être mieux placées face à un nouveau scénario. Ceci a favorisé la génération de revenus en plus de la réduction des coûts et de répondre aux attentes des parties intéressées.

Les entreprises qui ont une vision, direction et procédures établissant des objectifs clairement définis concernant la stratégie pour le changement climatique peuvent appliquer une stratégie d'affaires beaucoup plus ample. Ces éléments incluent la détermination du

gouvernement, l'identification de buts et objectifs, l'administration de risques et l'évaluation d'opportunités.

Dans ce contexte, les différentes parties prenantes d'une compagnie conditionnent les actions de celle-ci par rapport aux activités qui touchent à l'environnement. A mesure qu'elles demandent des plus hauts niveaux d'engagement pour des raisons de responsabilité sociale, le changement climatique est, souvent, l'aspect le plus évident et facile à mesurer.

Les actions des concurrents représentent aussi des facteurs importants. Les sociétés qui n'ont pas des stratégies déterminées peuvent être considérées dans le marché comme étant à la traîne. Au contraire, les leaders de l'industrie ont élaboré et mis en place des stratégies pour la gestion des risques et l'utilisation des opportunités que ce thème représente. En choisissant entre appuyer ou cesser de faire des affaires avec des entreprises basées sur des stratégies pour prévenir le changement climatique, ces parties intéressées ont la capacité de peser sur les résultats finaux.

FIGURE 1. KEY DRIVERS POUR METTRE EN PLACE UNE STRATÉGIE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE

FACTEURS EXTERNES	FACTEURS INTERNES
<ul style="list-style-type: none"> > Réglementation croissante (internationale, nationale, légale et volontaire). > Marchés de destination: réglementation et exigences du client. > Pressions des ONG, communautés > Concurrents > Réputation, image 	<ul style="list-style-type: none"> > Produits innovants > Disponibilité et coûts de ressources naturelles (énergie, eau). > Gestion des risques > Leadership, positionnement et avantage compétitif

Dans ce contexte, la réunion de Paris représente pour le monde des entreprises la mise en place d'un plan d'action global pour atténuer le changement climatique. Ceci peut être vu de deux optiques différentes: une pessimiste et une optimiste. Depuis la pessimiste, de nombreuses compagnies peuvent voir une réglementation comme un problème de plus du marché, qui implique une augmentation de coûts en prenant compte l'effort que signifie la mise en place d'actions pour réduire les émissions de CO2. Mais, du point de vue optimiste, la pratique d'une stratégie pour une entreprise signifie non seulement contribuer au développement durable de la planète mais aussi obtenir des bénéfices dans le long terme en matière de productivité, efficacité, compétitivité, réputation et leadership dans son secteur d'activité.

EMPREINTE DE CARBONE

Partant de la prémisse que rien de ce qui n'est pas mesuré peut être géré, toute stratégie face au changement climatique demande en premier lieu de connaître quelles sont les émissions de gaz à effet de serre (GEI) de chacun aujourd'hui.

On comprend par empreinte de carbone, le volume des émissions de GEI généré par l'activité que réalise une personne dans sa vie quotidienne ou toute organisation (sociale, commerciale, productive, etc...). La mesure de ces gaz s'exprime en unités de dioxyde de carbone équivalent (CO2 e).

Calculer l'empreinte de carbone apporte des avantages concrets et importants pour la croissance d'une entreprise. Une meilleure efficacité et qualité de gestion, des économies dans le coût de l'énergie et combustibles, conformité aux normes de l'environnement et amélioration dans sa relation avec la société civile sont quelques uns des avantages de l'application d'une politique de ce type. Toutes ces actions lui permettront d'améliorer sa productivité et sa compétitivité dans le marché où elle se trouve.

Toute stratégie face au changement climatique demande en premier lieu de connaître quelles sont les émissions de gaz à effet de serre (GEI) de chacun aujourd'hui.

Face au calcul de l'empreinte de carbone d'une organisation ou d'un produit, il existe deux alternatives: a) promouvoir une politique de réduction d'émissions dans les secteurs où c'est possible de le faire ; et b) compenser les émissions qui ne peuvent être réduites du point précédent. Une option pour la compensation peut être d'acheter des crédits de carbone générés par des projets qui réduisent les émissions et sont développés dans différentes parties du monde. A partir des résultats de la COP à Paris, on attend un ressurgissement du marché global de carbone qui permette aux compagnies d'utiliser ce système comme outil financier pour atteindre l'objectif de réduire les émissions et de mettre en place de nouvelles technologies localement. Le principe de compensation est inhérent au fait que l'atmosphère est un système global intégré et que l'impact sur le climat de la planète de la réduction des émissions de GEI n'est pas forcément lié à l'endroit géographique où elle a lieu physiquement. Maintenir un niveau minimum d'émissions non seulement contribue à atténuer le changement climatique mais aussi permet de répondre aux nouvelles exigences imposées par différentes parties prenantes, en plus de préparer les entreprises à affronter un scénario de réglementation internationale qui, dans le court terme, exigera des mesures de ce type.

UN BILAN ET UN CAFÉ

LA COOPÉRATION BINATIONALE AVANCE SUR LE PLAN SCIENTIFIQUE, ET UN CAFÉ DES SCIENCES A ÉTÉ LE TERRAIN FERTILE POUR DÉCOUVRIR LES PROGRÈS EN MATIÈRE DE CHANGEMENT CLIMATIQUE DE LA BOUCHE DES EXPERTS.



Hervé le Treut, directeur de l'Institut Pierre Simon Laplace.

PAR SOL OROMÍ

Dans le Pavillon II de l'emblématique Cité Universitaire fonctionne un Centre de Recherche conçu pour renforcer la collaboration scientifique entre la France et l'Argentine à travers un programme de recherche orienté à mieux comprendre, simuler et prédire la variabilité du climat et le changement climatique, ainsi que leur impact dans le sud de l'Amérique du Sud et des océans environnants.

L'Institut franco-argentin pour les études du climat et ses impacts (IFAECI) est une unité mixte internationale, sponsorisée conjointement par le Centre National de Recherche Scientifique appartenant à l'Etat français (CNRS), le Conseil National de Recherches Scientifiques et Techniques de l'Argentine (CONICET) et l'Université de Buenos Aires.

PROJETS AU GOÛT LOCAL

Actuellement trois des principaux projets de l'IFAECI sont: CASSIS (Courants de l'Atlantique Sudoccidentale Satellite In-Situ), RELAMPAGO qui étudie les caractéristiques uniques des tourmentes qui se produisent en Argentine; et DADA, méthodes d'assimilation de données par la détection et attribution du changement climatique. Dans ce dernier se situe le rapport récent sur la vague de chaleur qui a frappé Buenos Aires en décembre 2013. L'étude, conduite par le climatologue français Alexis Hannart, a montré un résultat clair: si le réchauffement global n'existait pas, ce phénomène aurait

lieu une fois tous les 75 ans; cependant, aujourd'hui la probabilité est d'une fois tous les 15 ans. «Le principal résultat que nous avons trouvé est qu'il y a une claire influence de cause à effet du forçage anthropique dans le cas de la vague de chaleur de décembre 2013», explique Hannart. Il se réfère aux dénommés gaz à effet de serre qui sont produits par diverses activités des hommes et sont les responsables du réchauffement global.

De plus, «étant donné que la concentration de gaz à effet de serre continue à augmenter, le réchauffement est chaque fois plus important et dans quelques années sa fréquence risque de s'accroître» assure Carolina Vera, directrice de l'IFAECI, qui, avec la météorologue Bibiana Cerne sont les auteures argentines de l'étude.

Un des objectifs de cette étude (qui a été publié dans un Supplément spécial du bulletin de la prestigieuse revue American Meteorological Society – BAMS) est de mieux comprendre les causes des événements climatiques extrêmes pour pouvoir les prévoir avec plus de précision. C'est le meilleur outil pour préparer les sociétés et minimiser leurs effets.

«Étant donné que la concentration de gaz à effet de serre continue à augmenter, le réchauffement est chaque fois plus important et dans quelques années sa fréquence risque de s'accroître» assure Carolina Vera, directrice de l'IFAECI.



Carolina Vera, directrice de l'Institut franco-argentin pour les études sur le climat et ses effets.

LA SCIENCE ALERTE LE MONDE

Il y a un défi qui est peut-être comparable au fait de faire de la science, c'est celui de savoir la communiquer. En vue de cette mission est né le cycle «Café des Sciences», une initiative de l'Ambassade de France et du Ministère de Science, Technologie et Innovation Productive, qui se réunit au Pôle Scientifique Technologique du quartier de Palermo. Ainsi tous les mois est présentée une conférence de manière détendue par des scientifiques français et argentins, ouverte au grand public, afin de réfléchir sur l'apport de la science et de la technologie à divers thèmes quotidiens.

Au mois d'août dernier, le Café s'est occupé du réchauffement global, des dernières découvertes scientifiques et du rôle des moyens de communication à l'heure de les diffuser à la société. Avec la participation de Carolina Vera et du directeur de l'Institut Pierre-Simon Laplace, Hervé Le Treut, l'évènement a compté sur Diego Golombek comme modérateur.

A l'ouverture du panel, Le Treut a dit: «Il y a 30 ans a été publié le premier rapport montrant les modèles qui annonçaient le danger du changement climatique. Les accords internationaux chercheront à réduire l'émission de CO2 car on estime que pour 2050 on passera d'un 40 % à un 70 %».

Vera, à son tour, a commencé par dire: «Autrefois, la recherche était une science appliquée, aujourd'hui la société force à communiquer les résultats pendant que ceux-ci sont étudiés», et elle a ajouté que «le changement climatique est un fait; ce qui se communique a un impact social et dans les médias il y a des dominances. La société n'est pas informée sur les sciences du climat; la prédiction est une construction sociale», a affirmé la spécialiste qui vient d'être désignée vice-président du groupe de travail I à l'assemblée du Panel Intergouvernemental sur le Changement Climatique (IPCC).

Vera a exposé également quelques tendances étudiées au niveau local: dans la plupart des régions d'Argentine la température moyenne a augmenté de 0,5 à 1° C (en répercutant sur les glaciers

Il y a un défi qui est peut-être comparable au fait de faire de la science, c'est celui de savoir la communiquer. En vue de cette mission est né le cycle «Café des Sciences», une initiative de l'Ambassade de France et du Ministère de Science, Technologie et Innovation Productive, qui se réunit au Pôle Scientifique.

patagoniques) dans les derniers 50 ans; dans l'est du pays on a observé une augmentation des précipitations d'été qui deviennent chaque fois plus fortes et fréquentes; et dans le centre, une intensification de la sécheresse.

Selon un rapport de l'Université de Cuyo et les Nations Unies, l'Argentine est au poste 21 dans le classement des pays émetteurs (0,88 % des émissions globales) et produit 4,66 tonnes métriques d'émissions de CO2 per capita, au dessous de la moyenne mondiale, de 4,97 tonnes. C'est-à dire que l'Argentine seule ne fera pas grand-chose. Mais il est vrai que le pays a augmenté ses émissions un 20 % dans les derniers 10 ans (43 % dû au secteur énergétique, 25 % à l'agriculture et élevage) et essaie de diversifier sa matrice énergétique pour atténuer l'émission de gaz à effet de serre.

Une autre réalité pressante: nous ne sommes pas efficaces sur le plan de l'énergie. En fait nous pourrions réduire les émissions d'une manière considérable seulement si nous décidions de «dé-penser moins» en étant plus efficaces et durables avec nos propres ressources naturelles.

LES ENTREPRISES S'ENGAGENT

NOUS PRÉSENTONS DES CAS DE STRATÉGIES ENVIRONNEMENTALES RÉUSSIES POUR LUTTER CONTRE LE RÉCHAUFFEMENT GLOBAL, MENÉES PAR DES ENTREPRISES MEMBRES DE LA CCIFA.

ALSTOM

Es Il est indispensable d'éviter le réchauffement global, ce qui implique que doit s'accélérer la transition vers des sociétés et des économies qui consomment moins de carbone. Alstom est partie intéressée et appuie spécialement les points suivants:

- L'engagement volontaire de toutes les nations pour atteindre les objectifs ambitieux de réduire les gaz à effet de serre.
- La prise en compte des mécanismes qui appuient les innovations technologiques.
- L'incorporation de certaines solutions de financement pour favoriser la transition vers une économie "basse en carbone".
- L'évolution nécessaire des moyens de transport.

L'évolution vers des moyens de transport non contaminants est indispensable pour atteindre l'objectif, et ceci implique le développement du chemin de fer. Alstom Transport offre des produits et solutions d'infrastructure ferroviaire qui facilitent ce mouvement en optimisant son efficacité énergétique en même temps qu'il offre aux passagers, confort et sécurité.

Alstom dispose de la gamme de solutions la plus complète du marché pour activer les énergies renouvelables pendant les situations les plus compétitives. Le Groupe s'engage à développer des technologies fiables et écologiques pour utiliser les sources d'énergies renouvelables ; hydraulique, solaire, éolienne, hydroélectrique, géothermique, biomasse. Celles-ci constituent le 33 % de l'ensemble des demandes reçues par Alstom Power entre 2012 et 2014.

Réduire l'impact de la contamination et des émissions de gaz à effet de serre des transports, implique le renforcement des transports publics et particulièrement du chemin de fer qui présente un bilan écologique global très efficient.

Alstom Transport cherche et élabore des solutions pour améliorer de manière permanente son efficacité environnementale. Aujourd'hui, le design écologique permet de produire des trains qui peuvent réduire la consommation grâce à des systèmes plus légers, des moteurs efficients et aussi des solutions optimisées de ventilation, illumination et freinage.

DANONE

Les produits de Danone proviennent de la nature et ses cycles; ainsi, l'engagement de conserver un environnement naturel et sain est vital pour réussir la mission d'offrir de la santé à travers l'alimentation au plus grand nombre possible de personnes. Combattre le changement climatique et réduire la dépendance des combustibles fossiles est une ambition clé pour l'entreprise. Comme première mesure, a été développé Danprint, un outil qui permet de mesurer les tonnes de CO2 libérées dans l'atmosphère en plus d'identifier les secteurs prioritaires d'action : Production, Logistique, Packaging, et Fin du Cycle de Vie.

En 2007, Danone s'est engagée à réduire la trace de carbone d'un 30 % de 2008 à 2012. Grâce aux améliorations de l'efficacité énergétique dans ses processus, l'économie d'eau, le packaging plus léger, matériaux recyclés et une logistique plus efficiente, la réduction a été encore plus importante. Le nouvel objectif est d'atteindre le 50 % pour 2020 et pour y arriver la compagnie utilise un module intégré de carbone de dernière génération pour mesurer le rendement, qui s'utilisera dans toutes les filiales de Danone en 2020.

Il n'y a pas longtemps, l'entreprise a présenté une nouvelle politique climatique ayant pour objectif d'atteindre zéro émissions nettes de carbone. Pour cela, Danone va co-crée des solutions avec son écosystème, en incluant des communautés d'agriculture, fournisseurs, clients et consommateurs. Ceci concerne les secteurs sous sa responsabilité directe et aussi ceux où l'entreprise partage la responsabilité – spécialement en agriculture qui représente le 65 % du total des émissions. De plus, ceci permettra à Danone de fortifier la résilience de sa chaîne alimentaire globale et de faciliter le chemin vers une croissance durable des affaires.

TOTAL

Comme acteur du secteur de l'énergie, Total s'est profondément impliqué dans la question du changement climatique en analysant les possibles contributions techniques à l'atténuation et en s'engageant institutionnellement dans la recherche de solutions pour améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions. C'est ainsi que l'entreprise s'est intégrée à la Oil and Gas Climate Initiative, un effort de dix grandes compagnies de production d'hydrocarbures pour réduire les émissions de CO2, à partir d'échanges techniques, dans le but d'établir les meilleures pratiques et développer des solutions concrètes.

Les entreprises du secteur ont abordé ce défi en appliquant diverses solutions allant depuis l'application de nouvelles technologies dans leurs procédés industriels jusqu'à l'adoption de décisions de participation dans le secteur des énergies renouvelables comme la solaire, éolienne ou les biocombustibles. Bien entendu un des piliers est la promotion de l'utilisation du gaz naturel pour la production d'énergie, dans le but de substituer l'utilisation de combustibles, comme le charbon ou autres qui impliquent d'importantes émissions. Dans ce sens, la société Total a annoncé en Août 2015 qu'elle

cessait les opérations avec du charbon et elle promet, à travers les organisations multilatérales, les initiatives pour fixer les prix du charbon. L'effort donne ses fruits. Les données relevées indiquent que, depuis 2005, les membres de cette initiative ont réduit d'un 20 % les émissions, à partir de la mise en place de solutions technologiques. A titre d'exemple, nous pouvons citer que Total à travers sa filiale Sunpower, est le second producteur mondial de panneaux solaires. On peut aussi mentionner la ligne de lubrifiants de haute performance, développée par la division Total Ecosolutions, qui permet de réduire l'émission de CO2 des moteurs, un petit échantillon d'un engagement qui fait partie de sa philosophie.

En Argentine, spécifiquement, Total fait une importante contribution à l'une des matrices énergétiques les plus propres de la région, comme second producteur de gaz naturel du pays, le combustible fossile aux niveaux les plus bas d'émission de CO2 dans l'atmosphère et qui est toujours signalé comme « le combustible de transition », vers une matrice complètement renouvelable.

A cette contribution s'ajoutent les actions pour l'optimisation des émissions de ses propres opérations au moyen de l'analyse et l'évaluation de l'efficacité énergétique de ses usines de traitement d'hydrocarbures, l'utilisation de compléments « verts » pour puits qui, au moyen d'équipements, permettent la connection rapide aux puits, la détection des émissions fugitives dans leurs installations pour leur optimisation. De même, Total Austral prend l'initiative à travers la prise de conscience et la formation permanente de son personnel et de ses fournisseurs.



Plateforme Aries Total.

En Argentine, spécifiquement, Total fait une importante contribution à l'une des matrices énergétiques les plus propres de la région, comme producteur de gaz naturel du pays.



Vignes d'Etchart.



Irrigation goutte à goutte à Cafayate.

PERNOD RICARD



AU COURS D'UN BREF
ENTRETIEN, ALEJANDRO
IOCCO, DIRECTEUR DE
QUALITÉ, DÉVELOPPEMENT,
SÉCURITÉ ET ENVIRONNEMENT
DE PERNOD RICARD

ARGENTINE & URUGUAY, EXPOSE LES MESURES
ADOPTÉES AU NIVEAU RÉGIONAL ET GLOBAL PAR LE
GÉANT DES BOISSONS ALCOOLIQUES.

Quels sont les objectifs de PR au niveau mondial?

Le groupe a des objectifs à 5 ans: réduire la trace d'eau d'un 20%, d'énergie dans le même pourcentage et de carbone d'un 30%. Cette dernière inclut non seulement l'énergie que nous utilisons pour produire mais aussi les matières premières – comme le verre- et le transport.

La filiale argentine est affectée par le changement climatique?

Oui, bien entendu. Nos activités sont concentrées principalement dans les provinces de Salta, San Juan et Mendoza (les caves Etchart, Graffigna et Mumm), où les variations climatiques ont un impact direct sur les cultures: ce printemps, par exemple, est le plus froid des derniers 50 ans. Nous remarquons des variations climatiques très fortes -autant des températures que des pluies- et des accidents climatiques ont lieu avec une plus grande fréquence.

Quelle est la principale problématique?

L'eau. Mendoza particulièrement est une zone de stress hydrique où a diminué le débit d'eau provenant de la cordillère. Dans les derniers 8 ans, PR a investi en technologie pour transformer son système d'irrigation qui est passé de l'arrosage qui recouvre (ou inonde) à l'arrosage goutte à goutte. Nous avons aussi mis en place une méthode de contrôle rigoureuse qui nous permet d'être beaucoup plus efficaces et de répondre aux objectifs du Groupe par rapport à la réduction du 20% de la consommation d'eau.

Quelles sont les mesures prises au niveau du processus de transformation?

La première mesure a été de réduire de presque 30% le poids des bouteilles en verre que nous utilisons, grâce à l'innovation et technologie que nos fournisseurs ont mis à notre disposition. Parallèlement, il y a deux ans nous avons inauguré un nouveau centre de distribution à Córdoba, ce qui nous permet d'améliorer nettement l'efficacité de notre logistique en réduisant considérablement l'empreinte de carbone produite par le carburant des camions qui, auparavant, devaient se déplacer depuis Buenos Aires.

Lutter contre le changement climatique est aussi un avantage compétitif ...

Absolument. Aujourd'hui il y a certains pays, comme le Canada et prochainement la Suède, qui exigent que le poids de la bouteille ne dépasse pas les 420 grammes, et nous, nous le respectons. De même, les pays européens ont chaque fois plus d'exigences en matière d'empreinte environnementale.

Quelle est votre opinion personnelle sur ce thème?

Avoir une vision durable est le modèle d'affaires qui va s'installer dans le monde. C'est un modèle expansif, qui se propage, au moins dans le cas de PR. Les exigences que nous avons au niveau interne vont bientôt s'étendre à nos fournisseurs. Ici, nous faisons une expérience pilote en suivant un manuel d'agriculture californien pour certifier tous nos vignobles comme durables d'ici à 2020. Le concept «d'agriculture durable» deviendra évident, comme il y a 30 ans se sont imposées les normes de qualité.

PSA PEUGEOT CITROËN ARGENTINE

Dans la compagnie on travaille fortement sur la question pour chaque processus interne. L'engagement vis-à-vis du contrôle de l'impact sur l'atmosphère se retrouve dans la politique environnementale de l'Argentine, alignée à celle du Groupe PSA au niveau mondial.

Peugeot Citroën Argentina S.A. a publié un Inventaire de gaz à effet de serre (empreinte de carbone), de l'usine d'automobiles située à El Palomar, comme annexe à la documentation du Système de Gestion de l'Environnement, et a pris l'engagement de l'actualiser tous les ans. Dans ce dernier, des actions et des objectifs d'amélioration tendant à atténuer les émissions liées au changement climatique sont proposés. Soulignons la création du Comité de l'Énergie de l'usine, qui s'occupe de relever, surveiller et développer des actions de rationalisation de la consommation d'énergie (électricité, gaz naturel, eau), pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre générées pour obtenir ces sources d'énergie; actions tendant à la diminution de la génération de déchets solides ménagers destinés au CEAMSE; améliorations et optimisation des flux logistiques et consignes et procédures d'attente aux portes de l'usine, ce qui a pour résultat de baisser l'impact des émissions de CO₂ des échappements des transports; certification ISO 14001 des systèmes de gestion de l'environnement des usines du *Palomar et Jeppener*; développement de travaux pour la confection du système de gestion énergétique selon les règles de la Norme ISO 50001.

La gestion de l'environnement est incorporée comme un axe principal dans le Plan de Responsabilité Sociale de l'Entreprise. Le programme CONCIENCIA (Conscience), destiné spécialement aux collaborateurs et leurs familles, a pour objectif la prise de conscience de manière directe. PSA Peugeot Citroën Argentine offre un support pour la formation, du matériel spécifique et l'animation de ces activités par des spécialistes.

BANCO GALICIA

Dans l'entreprise il existe la conviction qu'un développement économique solide peut être atteint seulement si l'environnement et son milieu social sont pris en compte. La compagnie intègre une stratégie de durabilité à sa stratégie commerciale, ce qui ajoute de la valeur à toutes ses parties pre-

nantes et répond aux demandes du contexte. C'est ainsi que, en tant qu'acteurs sociaux, à la banque Galicia le changement climatique est considéré comme une variable qui affecte l'entreprise.

Aujourd'hui il existe un groupe prioritaire de questions environnementales qui sont abordées dans les entreprises: changement climatique, gestion des écosystèmes, la gouvernance environnementale et l'efficacité dans l'utilisation des ressources de la chaîne de valeur des organisations. En réponse à ces défis, la Banque Galicia, fortement engagée avec la protection de l'environnement, a réussi à se placer entre les meilleures banques argentines en termes de stratégie environnementale.

Quant au besoin croissant d'utiliser plus efficacement l'énergie et les ressources utilisées par la chaîne de fournisseurs des organisations, la banque a mis en marche une série de projets destinés à agir effectivement sur ces questions. L'objectif est de maximiser l'efficacité des ressources en réduisant leur impact sur l'environnement. En termes d'émissions de gaz à effet de serre (GES), il faut satisfaire la demande croissante d'énergie en minimisant les émissions de dioxyde de carbone (CO₂): chaque année cette banque calcule les émissions de CO₂ équivalentes générées par ses activités.

PLANS MIS EN PLACE

Pour calculer la trace de carbone de l'entreprise on utilise la méthodologie de "the greenhouse gas protocol initiative" (ghg protocol). Cet outil permet de mesurer et réaliser le suivi annuel des émissions de gaz à effet de serre pour pouvoir ensuite mettre en marche des actions d'amélioration correspondantes.

En prenant en compte que l'émission la plus forte de l'empreinte de carbone de l'entreprise provient de la consommation électrique, depuis 2013 on travaille sur un projet d'objectifs énergétiques à l'intérieur de la banque, pour atteindre une utilisation plus efficace de l'énergie électrique dans un moyen terme, autant dans l'immeuble du siège que dans les succursales.

SOFRECOM ARGENTINE

Pour Sofrecom comme pour d'autres sociétés de son secteur (fournisseurs de services), le changement climatique les a menées à protéger chaque fois plus l'environnement. Plusieurs secteurs de la compagnie se sont transformés en secteurs "paperless" et essaient d'utiliser raisonnablement l'énergie. A ces actions s'est ajouté le recyclage de tous les matériaux possibles, déchets inclus; Sofrecom adhère au *Programme d'Entreprises Amies de l'Environnement* du Gouvernement de la ville de Buenos Aires. Actuellement, la société ne mesure pas l'effet que génère son acti-

vitité mais favorise toutes les actions de transport durable et responsable: elle est prête à établir un bénéfice pour les employés qui travaillent à son siège de la rue Reconquista: qu'ils puissent venir travailler en bicyclette.

Il n'y a pas eu de grands changements dans le modèle d'affaires de l'entreprise parce que son activité n'est pas polluante. Mais elle engendre des déchets: elle travaille alors au recyclage des composants défectueux ou qui ont dépassé leur durée de vie en les renvoyant à leurs fabricants, derniers responsables de leur traitement correct. Les actions et objectifs de Sofrecom cherchent à maximiser la politique de Green IT et de provoquer l'engagement des employés; et pour y parvenir de nombreuses actions de communication sont employées. Quant au public externe, des communications spéciales sont lancées, un concours photographique *Oxígeno* est organisé annuellement et tout nouveau changement est informé.

Concernant la COP21, l'entreprise a manifesté que sa priorité devrait être la collaboration avec les pays en voie de développement, en mettant son expérience sur la question à leur service et aussi en générant des programmes économiques qui puissent être appliqués. La formation est vitale pour analyser les meilleures solutions entre tous les acteurs.

Si toutefois le secteur privé peut faire avancer amplement toutes ces questions, Sofrecom pense que l'appui devrait venir de l'Etat (comme des bénéfices fiscaux par exemple) pour que le secteur privé se sente motivé.

LA CCIFA ET LE RÉCHAUFFEMENT GLOBAL



La commission Développement Durable de novembre s'est centrée sur le changement climatique. Les exposants furent: d'une part, Carolina Vera (Chercheuse principale au Centre de Recherches de la Mer et de l'Atmosphère (CIMA/CONICET-UBA), et Directrice de l'Institut Franco-Argentin d'études du climat et de ses impacts (IFAECI) qui a parlé sur le "Changement climatique

en Argentine: présent et futur"; d'autre part Jeanne Simon, Agrégée aux Affaires Globales de l'Ambassade de France, a présenté "Le 21^e sommet de la Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique".